

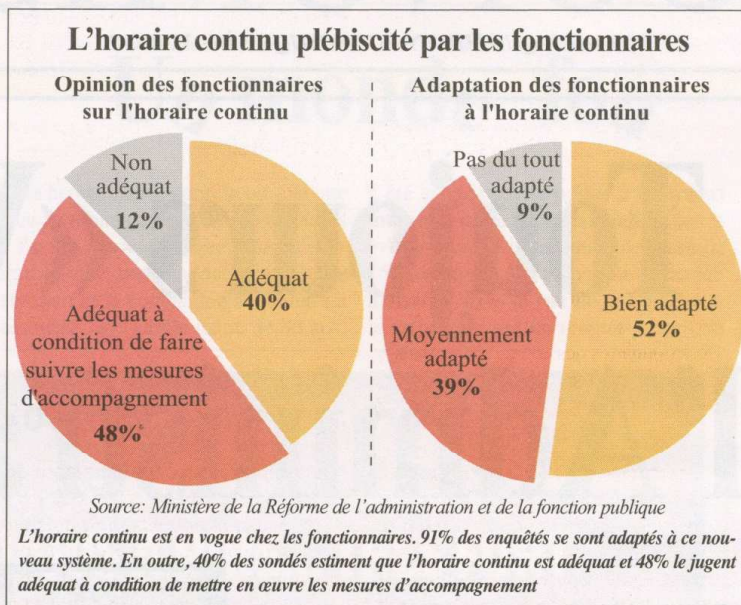
5 entreprises sur 10 dénoncent l'absentéisme

• Une étude évalue l'impact de l'horaire continu

• Elle recommande de renforcer le contrôle de présence

• L'absence de permanences aggrave la situation

CONTRE toute attente, l'horaire continu dans l'administration publique, instauré par décret en juillet 2005, fait des heureux. Alors que beaucoup de monde pensait que cette mesure a essuyé un échec, voilà une étude, commandée par le ministère de la Réforme de l'administration et de la fonction publique et menée par le cabinet SIS-Consultants, fait ressortir le contraire. Selon le rapport de synthèse, «des deux tiers des sondés ont un avis favorable de ce système qui correspond à leur emploi du temps». A son lancement, il



s'agissait d'une conception rationnelle de la gestion du temps qui vise l'efficacité des services, l'épanouissement des

fonctionnaires et le développement économique. Cela a abouti à la conclusion que l'horaire continu est le système le

dans les ministères et les administrations publiques n'ayant pas encore un espace restaurant dédié». En plus, il est impératif de renforcer le contrôle de l'hygiène et de la qualité dans les restaurants déjà opérationnels. Autres opérations à mener, l'installation de distributeurs de café dans les administrations et l'aménagement de salles de prière convenables, lit-on dans le rapport. Mais la recommandation la plus pertinente est ailleurs: muscler le contrôle de la présence des fonctionnaires. Car, bien que le système de l'horaire continu ait été instauré il y a plus d'une dizaine d'années, la plupart des employés de la fonction publique continuent de rentrer chez-eux au moment du déjeuner. L'astuce utilisée pour brouiller les pistes est de laisser la veste sur la chaise du bureau pour faire croire que le fonctionnaire est dans les parages. En fait, il a succombé à l'appel du tagine de midi, accompagné d'une petite sieste à la maison, avant de reprendre le travail, comme le soulignent plusieurs d'entre eux. Ce n'est pas pour rien que

Quid du GMT+1?

SELON le rapport de l'étude, les avis sur l'adoption du système horaire de GMT+1 pendant les mois d'avril à octobre divergent. Les usagers particuliers et les fonctionnaires sont contre cette mesure à hauteur respectivement de 51 et 60%. Par contre, les entreprises y sont favorables à 71%. Mais attention, à une écrasante majorité, les trois catégories s'opposent à l'application du système GMT+1 pendant le mois de Ramadan. D'ailleurs, il reprendra ce dimanche après l'intermède du mois de Ramadan. □

plus adéquat, lit-on dans ce document. Ce travail a porté sur trois populations cibles que sont les usagers, les fonctionnaires et les entreprises. Ils s'accordent sur la pertinence du choix du passage de l'horaire discontinu à l'horaire continu. Les divergences qui persistent portent

la circulation est très dense entre midi et 14 heures à Rabat alors que les fonctionnaires sont censés déjeuner au réfectoire du ministère ou dans un restaurant du coin. Ce n'est pas pour rien que sur le respect de la permanence entre midi et 14 heures, 52% des entreprises dé-

Qualité de service

L'ÉTUDE, qui a abordé l'impact de ce système sur la qualité du service administratif, montre que 45,9% ont constaté une amélioration. En outre, 42,5% trouvent que les files d'attente sont moins longues qu'avant l'horaire continu. Quant à la continuité du service public entre midi et 14 heures, 52,5% des sondés estiment qu'elle est respectée. Quant aux entreprises, 56% d'entre elles sont favorables au maintien de l'horaire continu contre 36% pour le retour à l'horaire normal et 8% sont indifférentes. Pour le traitement des dossiers, 42% le jugent plus rapide et 34% le contraire. □

sur «les mesures d'accompagnement et leur mise en place», note le rapport de synthèse qui fait plusieurs recommandations «pour consolider les bénéfices de ce système et maîtriser certaines contraintes». A court terme, le document préconise des actions concrètes comme notamment «l'installation de cuisines avec l'équipement nécessaire

noncent l'absence des fonctionnaires. Pourtant, la plupart des ministères ont introduit le système de pointage et externalisé la sécurité.

A moyen terme, l'étude recommande l'adoption d'un système d'horaire régional, en fonction des spécificités climatiques, géographiques et socio-économiques. A cela s'ajoute la mise en



dans l'administration

place d'un service de permanence tard dans la journée, jusqu'à 18 heures par exemple et pendant le week-end. Ce sont autant de propositions qui renforcent la proximité de l'administration avec les citoyens. Leurs attentes sont énormes dans ce domaine. En tout cas, cette évaluation s'est fixé comme objectif de dresser l'état des lieux après l'instauration de l'horaire continu.

L'idée est aussi de «capitaliser sur les gains et les bonnes pratiques» ayant vu le jour. En outre, il fallait identifier les contraintes qui entravent l'optimisation de ce système tout en proposant les mesures correctives et d'accompagnement.

Sur le plan économique, le système d'horaire continu a ses avantages. Les auteurs de l'étude affirment qu'il a permis une plus grande fluidité des transactions commerciales du Maroc avec les pays partenaires de l'Union européenne. L'effet de chevauchement des pauses déjeuner, qui faisait perdre des plages de contact et donc de marchés entre administration et usagers natio-

naux et étrangers, a été maîtrisé. Les auteurs sont allés jusqu'à dire que l'horaire continu fait partie des «mesures indirectes incitatives qui ont contribué

sont pas en reste. Le volume d'affaires supplémentaire annuel s'élève à 851,62 millions de DH pour l'activité de restauration de proximité.

Plébiscité par les fonctionnaires

LES fonctionnaires dans une écrasante majorité à (91%) se sont adaptés à l'horaire continu contre 7,7% qui le trouvent fatigant, stressant et générant plus de dépenses. Les principaux effets de ce système concernent l'amélioration de l'organisation du travail (43,1%), de meilleurs rendements (37,7%) et l'augmentation du temps de présence au boulot (26,1%). D'un autre côté, il a imposé aux fonctionnaires des changements dans les habitudes du déjeuner. La majorité des enquêtés affirment sortir manger au restaurant ou au snack du coin au lieu de rentrer à la maison comme par le passé. □

à l'amélioration des niveaux des investissements directs étrangers». Ils fournissent un tableau de l'Office des changes qui montrent que les IDE ont enregistré une progression régulière à partir de 2005 (à l'exception d'un recul en 2009), date de la mise en place de l'horaire continu.

L'investissement et la création d'emplois générés par l'horaire continu ne

Les auteurs estiment le nombre de fonctionnaires qui préfèrent déjeuner au snack ou au restaurant du coin à 196.000 sur un total de 583.503 personnes travaillant dans la fonction publique en 2016. Sachant qu'un fonctionnaire consomme 22 repas par mois pendant 10 mois durant une année de travail. Les plus nombreux (69,4%) peuvent payer 15 DH par re-

pas, d'autres 30 DH (29,8%) ou 50 DH (0,8%). Cette embellie est relativisée par l'augmentation des dépenses courantes de l'administration. Toutefois, pour les dépenses des 9 ministères retenus dans l'échantillon de cette étude en redevances d'électricité, eau, téléphone, frais de carburants et entretien des véhicules, la hausse moyenne annuelle est de 1,54%.

L'instauration de ce système a eu également des effets positifs sur la vie des fonctionnaires, indique le rapport. L'un d'entre eux est relatif à la diminution des déplacements quotidiens, soit 53,2% des opinions. Cela s'est traduit par une baisse des dépenses liées au transport des fonctionnaires. D'ailleurs, 46% des fonctionnaires interrogés dans le cadre de cette étude confirment ce recul des frais de transport. En outre, les fonctionnaires ont vu leur temps libre augmenter (48,6% des opinions) qu'ils devront consacrer à la famille ou aux activités extra-professionnelles. □